

L'IMMIGRATION

LA LEÇON DE L'EXPERIENCE

L'Edmonton Journal de ce jour nous apporte le compte rendu d'une entrevue des représentants de nos quatre villes de Calgary, Edmonton, Medicine Hat et Lethbridge, avec les députés Sifton, Garfield et autres ministres du cabinet albertain. Elle est fort intéressante.

Les délégués fixaient à 12,000 le nombre des sans-travail dans les quatre villes: 6,000 à Calgary, 4,000 à Edmonton, 1,000 à Lethbridge et 1,000 à Medicine Hat, et ils demandent au gouvernement de leur venir en aide, alléguant que, malgré les concessions consenties par chacune de leurs villes, la situation devenait de plus en plus grave. Leur porte-parole — et c'est en quoi la manifestation a été particulièrement instructive — ajoutait que la crise actuelle est le résultat "partie de la politique d'immigration poursuivie par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et par les villes elles-mêmes, et partie de l'action des compagnies de chemin de fer qui ont engagé un grand nombre de gens pour exécuter des travaux de construction aujourd'hui abandonnés."

Il y a une dizaine d'années que les "rêveurs" nationalistes ont commencé à dénoncer les vices et les dangers de notre système d'immigration. L'échevin Hunt, le porte-parole des délégués albertains, n'est que l'un des nombreux témoins qui viennent, au nom de l'expérience, confirmer leur diagnostic. Et les vieux adversaires des nationalistes ont récemment ajouté leur témoignage au sien en montrant le danger que pourrait constituer, au cours d'une campagne électorale, la présence de tant d'étrangers qui viennent à peine d'arriver et qui jouissent déjà de leurs droits d'électeurs.

Notre système d'immigration à outrance est aujourd'hui condamné par tous les esprits de bonne foi. Les gouvernants eux-mêmes ont senti qu'il fallait serrer la vis. Chaque jour montre d'une façon ou d'une autre que nous avons agi sans prudence et sans mesure, sans songer aux nécessités de l'avenir, sous le coup d'intérêts particuliers qui voulaient avoir la main-d'oeuvre au meilleur marché possible ou se défaire, le plus tôt et le plus cher possible, des terrains acquis dans une pensée de spéculation.

Nos villes ont été encombrées; il s'est produit, entre la population des villes et celle des campagnes, un écart qui a été la grande cause de l'augmentation du coût de la vie. Nous n'avons pas su voir qu'un pays ne peut absorber qu'une proportion donnée d'immigrants et que cette proportion doit être familiarisée avec les moeurs et les intérêts du pays avant qu'on lui reconnaisse le droit d'exercer sur les affaires nationales une influence égale à celle des anciens habitants. L'exemple des Etats-Unis aurait pourtant dû nous éclairer.

La nouvelle loi de naturalisation montre que nous commençons à voir clair, de même que certaines des restrictions administratives de ces derniers temps.

Pourquoi ne profiterions-nous pas de l'interruption du courant migratoire — due en partie par la guerre pour réformer à fond notre système d'immigration?

S'il est vrai que la fin de la guerre doit provoquer une nouvelle ruée des peuples vers l'Amérique, l'oeuvre est deux fois urgente.